

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Territoriale des Bouches du Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence 2
440, rue Albert Einstein
CS 50541

13594 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3

☎ 04.42.91.59.00

📠 04.42.38.92.55

PL/ – 18.06.13
D/Aix/0259-2013 - ICPE
SIIC 64-0888-12/P2

Affaire suivie par Philippe LAURENT
phil.laurent@developpement-durable.gouv.fr

☎ 04.42.91.59.06

Aix-en-Provence, le

La Directrice Régionale

à

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
BITRPM
Hôtel de la Préfecture
Place Félix Baret
CS 80001

13282 - MARSEILLE CEDEX 06

Objet : Société GALVAMED à Plan d'Orgon

Bilan de fonctionnement – Rapport proposant des prescriptions techniques complémentaires

Réf : Transmissions en dates du 25 janvier 2012 et du 3 janvier 2013

Rapport DREAL du 2 août 2010

P. J : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Objet du présent rapport

La société GALVAMED relève des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement. Le bilan de fonctionnement porte sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il consiste notamment à actualiser et compléter la dernière étude d'impact des installations.

La société GALVAMED nous a adressé par courrier daté du 22 février 2006 un bilan de fonctionnement. Après analyse de ce bilan, les propositions de suite ainsi qu'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire avaient été soumises à l'avis des membres du CODERST lors de sa séance du 6 octobre 2010. Suite à cette consultation, l'exploitant avait formulé plusieurs remarques sur le projet d'arrêté qui avaient donné lieu à plusieurs échanges avec l'inspection. C De plus, il est apparu une nouvelle problématique des eaux pluviales qui n'avait pas été identifiée auparavant suite à une campagne d'analyse des rejets en eau. Enfin, il a été décidé de proposer un nouvel arrêté préfectoral « unique » intégrant les prescriptions réglementaires conservées et les dispositions complémentaires proposées, pour des raisons de clarté.

L'objet du présent rapport est donc de présenter de nouveau l'analyse du bilan de fonctionnement réalisé, les dispositions complémentaires proposées pour acter les suites qu'il convient de donner à ce bilan ainsi que les nouvelles dispositions afin de répondre à la problématique eaux pluviales.

Présentation de l'établissement

La société GALVAMED est autorisée par arrêté préfectoral du 11 mai 1993 à exploiter une installation de traitement industriel des surfaces de pièces en acier par galvanisation à chaud en bain.

Les installations classées pour la protection de l'environnement sont visées par les rubriques :

- N°2567 : Métaux (Galvanisation, étamage de) ;
- N°2565 : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc...) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc...).

La société est implantée dans la zone industrielle du Pont à Plan d'Orgon. L'effectif moyen de l'entreprise est de 28 personnes.

Rappel du contexte réglementaire

L'article R. 512-45 du code de l'Environnement prévoit que "en vue de permettre au Préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation, l'exploitant lui présente un bilan de fonctionnement de l'installation dont le contenu et la fréquence sont fixés par catégorie d'installations par arrêté du ministre chargé des installations classées".

Cette modification a transposé l'article 13 de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC). Cette directive est remplacée par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED.

Les exploitants des installations visées par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié doivent présenter au moins tous les dix ans un bilan de fonctionnement conformément aux dispositions de l'arrêté. Ce bilan utilise notamment les données fournies chaque année par l'exploitant à l'inspection des installations classées en application de son arrêté préfectoral d'autorisation ou d'un arrêté préfectoral complémentaire. Il doit concerner l'ensemble des installations classées sur le site et fournir les compléments et les éléments d'actualisation depuis la précédente étude d'impact réalisée telle que prévue à l'article R. 512-6 du Code de l'Environnement. Ce bilan est destiné à permettre de réexaminer les effets et les performances de l'installation vis-à-vis de la protection de l'environnement et de la santé humaine. Il doit conduire l'exploitant à étudier, au regard des meilleures technologies disponibles, les éventuelles améliorations auxquelles il pourrait procéder, en matière de prévention et de réduction à la source des risques et des nuisances.

Le bilan de fonctionnement permet à l'inspection des installations classées de réexaminer de manière approfondie et systématique - tous les dix ans - les effets et les performances de l'installation vis-à-vis des intérêts protégés par la législation des installations classées. Il doit conduire l'inspection des installations classées, lorsque ces intérêts sont menacés ou lorsque l'évolution des techniques permet une réduction significative des impacts sur les intérêts précités, à proposer au Préfet de prescrire, par arrêté préfectoral complémentaire, pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, une actualisation des prescriptions, éventuellement assortie d'un échéancier d'application.

L'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux installations de traitement de surface s'applique de plein droit aux installations énumérées en annexe dudit arrêté et notamment à celles de la rubrique N°2565 de la nomenclature des installations classées.

Evolutions engendrées par la directive IED

Les principales évolutions engendrées par la directive IED pour la société GALVAMED sont :

- apparition de la rubrique 3260 « Traitement de surface de métaux » qui vient en doublon de la rubrique 2565 mais qui permet d'identifier un établissement visé par cette directive ;
- remplacement du bilan de fonctionnement décennal par un réexamen des conditions d'autorisation lorsqu'une révision des conclusions sur les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) est officialisée par un document BREF.

Ces évolutions ont été intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Analyse du bilan de fonctionnement

Le bilan de fonctionnement remis par la société GALVAMED est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 29 juin 2004 et contient entre autres :

- Une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée comprenant en particulier :
 - . la conformité de l'installation vis à vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation ou de la réglementation en vigueur et notamment des valeurs limites d'émission
 - . une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement
 - . l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets sur les 10 dernières années d'exploitation
 - . les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions
- Les éléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé
- Une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des meilleures techniques disponibles
- Les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des MTD (Meilleures Techniques Disponibles) pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes
- Les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités.

Pour les installations de traitement de surface, les valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ont été déterminées en se basant sur les performances des meilleures techniques disponibles dans le BREF « Traitement de surfaces des métaux et matières plastiques ».

Les installations de GALVAMED respectent dans les faits ces valeurs limites hormis pour les eaux pluviales, problématique qui sera évoquée ci-après. Le site ne rejette aucun effluent de procédé. Les rejets liquides se limitent aux eaux domestiques et eaux pluviales. Les différents bains usés sont traités et éliminés comme des déchets vers des installations dûment autorisées.

Il convient de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral en intégrant les principales dispositions de l'arrêté ministériel, à savoir :

- une consommation spécifique d'eau n'excédant pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage ;
- confinement des eaux d'extinction incendie ;
- mise à jour des valeurs limites des rejets atmosphériques et conditions de surveillance de ces rejets ;
- prescriptions de valeurs limites des rejets d'eaux pluviales.

Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Il est nécessaire de mettre en place des aménagements afin de confiner les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Le volume de ce confinement doit être de 460 m³ minimum afin de répondre à l'exigence des services d'incendie et de secours de stocker l'eau issue du poteau d'incendie de 230 m³/h pendant 2 heures.

Il est proposé dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire que ce volume de confinement soit réalisé pour le 30 septembre 2013. La topographie du terrain permet ce confinement sur le site. Des aménagements seront effectués cet été afin qu'il n'y ait plus qu'un seul point de rejet des eaux pluviales. Une vanne d'obturation à fermeture manuelle et centralisée sera mise en place en aval afin d'assurer ce confinement.

Eaux pluviales

Lors d'une campagne ponctuelle d'analyse des eaux pluviales, il a été mis en relief la présence de certains polluants (Zinc notamment) à des concentrations supérieures aux valeurs réglementaires.

Les investigations de l'exploitant sur l'origine de ces polluants ont permis de trouver l'explication de phénomène de rouille blanche, une couche de « patinée » qui se forme à la surface de pièces galvanisées dans les premières semaines lorsque le zinc est exposé à l'air. Les eaux de pluies peuvent ainsi lessiver les pièces situées sur le parc extérieur des produits finis et ainsi entraîner des polluants dans le milieu naturel.

La solution de couvrir ce parc extérieur (3 000 m²) ne pouvant aboutir pour des raisons d'urbanisme, l'exploitant envisage par conséquent de traiter ces eaux pluviales avant le rejet dans le milieu naturel après passage dans un stockage tampon de 90 m³. Nous proposons dans le projet d'arrêté préfectoral que l'unité de traitement des eaux pluviales soit mise en place avant le 30 septembre 2014.

Conclusion et proposition

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral, nous proposons une modification des prescriptions techniques actuellement imposées à cet établissement.

Nous proposons, ci-joint, à cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, après avis du CODERST.

Rédacteur : le L'inspecteur des installations classées, P. LAURENT	Vérificateur : le Le Chef de la Subdivision d'Aix-en-Provence 1, L. BELLONE	Approbateur : le Pour la Directrice et par délégation, Le Chef de l'UT 13, P. COUTURIER
--	---	--